

Dépenses d'éducation : la France, un élève médiocre

23 novembre 2018



Sur 19 pays de l'OCDE comparables [1] et pour lesquels on dispose de données, la France est au 16e rang pour le primaire, au 13e pour le collège, au 3e pour le lycée et au 8e pour l'université en matière de dépenses d'éducation par élève, selon l'OCDE (données 2014 en parité de pouvoir d'achat [2]). Les comparaisons dans ce domaine doivent être considérées avec une grande prudence car les systèmes d'éducation sont très différents et tous les pays n'ont pas la même façon de compter l'ensemble des dépenses publiques. Revue de détail par niveau d'enseignement [3].

Enseignement primaire

Le constat est largement admis depuis des années sans que grand-chose soit fait pour y remédier : l'enseignement primaire est très nettement sous doté en France (7 400 dollars par élève et par an contre 8 700 dollars en moyenne dans l'OCDE). Notre pays y consacre entre 30 % et 40 % de moins que les pays du haut de l'échelle, pour deux raisons majeures : d'une part, les professeurs des écoles sont bien moins rémunérés. D'autre part, ils ont en charge bien plus d'élèves. La France est le pays riche où les classes sont les plus bondées.

Source : OCDE - Données 2014 - © Observatoire des inégalités

Collège et enseignement supérieur

Même si sa position est moins mauvaise avec 10 300 dollars par collégien, la France est très en retard par rapport aux pays les plus avancés, pour lesquels cette dépense va de 12 000 dollars aux États-Unis à 15 000 dollars en Autriche. Pour l'enseignement supérieur, notre pays, avec 11 300 dollars, est dans la moyenne, mais bien en-dessous des États-Unis (26 300 dollars) et du Royaume-Uni (18 700 dollars). Il s'agit cependant de pays où l'effort porte pour une grande part sur les familles. La France est mieux lotie que ses grands voisins que sont l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne. Mais, dans notre pays, les écarts sont énormes entre les filières sélectives (IUT, BTS et grandes écoles principalement) et les autres, où les étudiants sont entassés en nombre dans des amphithéâtres, ce qui fait baisser le coût par élève.

Source : OCDE - Données 2014 - © Observatoire des inégalités

Source : OCDE - Données 2014 - © Observatoire des inégalités

Enseignement secondaire

Le lycée français est souvent montré du doigt comme très coûteux. La thèse selon laquelle nous dépenserions, à ce stade du parcours éducatif, beaucoup plus que les autres est largement reprise. Un raccourci trompeur. Les données de l'OCDE montrent que, hormis la Norvège (15 600 dollars), les écarts sont très minces entre les pays de tête : 12 900 dollars pour le Royaume-Uni, 13 600 dollars pour la Belgique et 13 400 dollars pour la France.

Notre position en haut du tableau, dont on devrait se féliciter, ne vient pas du fait que les enseignants perçoivent des émoluments supérieurs aux autres, mais du choix de maintenir au lycée une grande palette d'enseignements avec un très grand nombre de disciplines, ce que ne font pas les autres pays. La dépense française n'est pas liée à un système dispendieux, mais à un choix pédagogique. C'est lui qui doit être discuté - doit-on réduire le nombre de disciplines et, si oui, lesquelles faut-il supprimer ? - et non le gaspillage d'argent public.

* Lycée général.

Source : OCDE - Données 2014 - © Observatoire des inégalités

L'argent ne fait pas le bonheur du système éducatif français (voir aussi notre encadré). Les élèves français souffrent d'abord d'un enseignement peu modernisé depuis les années 1960, taillé sur mesure pour faire réussir les élèves de milieux diplômés. Ce sont donc ses méthodes qu'il faudrait remettre en cause [4]. La stagnation des moyens est un obstacle supplémentaire : la France réduit son effort en matière d'enseignement depuis le milieu des années 1990. En 20 ans, la part de la dépense d'éducation rapportée à la richesse de notre pays a baissé d'un point, de 7,7 % à 6,7 %, ce qui représente environ 23 milliards d'euros par an en moins (voir encadré). Cette situation n'aide pas à recruter les meilleurs enseignants. Elle conduit à des taux d'encadrement faibles dans les petites classes et à l'université généraliste et elle offre des conditions matérielles d'études médiocres si on les compare à nos voisins, des maternelles aux campus universitaires. Le manque de volonté politique dans ce domaine, qui date de plusieurs décennies, n'est pas une bonne nouvelle pour l'avenir de notre pays. Il serait temps de changer de braquet si l'on veut vraiment « réduire les inégalités de destin », thème devenu très en vogue.

Dépenses d'éducation en baisse : la France se tire une balle dans le pied

La dépense intérieure d'éducation rapportée à la richesse de notre pays a baissé de 7,7 % à 6,7 % entre 1996 et 2016. Cela veut dire que chaque année, notre pays consacre une part moindre de sa richesse à la formation de sa jeunesse. Et un point de PIB, c'est énorme : si l'on consacrait le même niveau à l'éducation qu'en 1996, notre système d'enseignement disposerait de 23 milliards d'euros de plus, à peu de chose près, l'équivalent de l'ensemble du budget de l'enseignement supérieur. Avec cet argent, on pourrait doubler les moyens de l'enseignement supérieur mais aussi de la recherche française, et tout cela à la fois ! Ou alors augmenter de 50 % les moyens du primaire et du secondaire : de quoi dédoubler toutes les classes de la maternelle au primaire. On peut certainement dépenser mieux pour l'école, mais il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre qu'il faut aussi se donner les moyens d'investir.

Source : ministère de l'Éducation nationale - © Observatoire des inégalités

Photo : © WavebreakmediaMicro - Fotolia

[1] Nous ne prenons en compte que les pays relativement comparables, en excluant les plus petits ou ceux qui n'ont pas le même niveau de développement.

[2] Le calcul en parité de pouvoir d'achat tente de corriger les fluctuations des taux de change et les différences de niveau des prix entre des pays différents. Il permet une sorte d'harmonisation pour une meilleure comparaison.

[3] Pour le détail pour la France, voir notre article « [Combien coûtent les élèves ?](#) ».

[4] Place de la mémorisation, compétition précoce et soutenue, élitisme pédagogique, défiance vis-à-vis des élèves, etc.

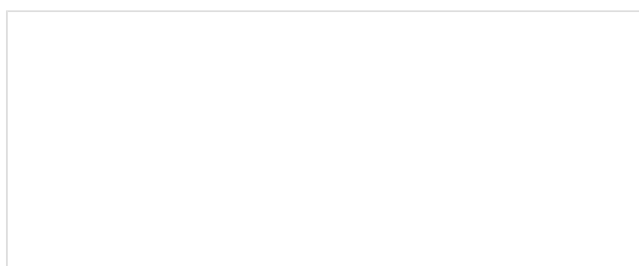
anciens graphs

Dépense par élève au primaire dans les pays de l'OCDE

Unité : en dollars de parité de pouvoir d'achat

Norvège	12 255
Etats-Unis	11 193
Danemark	10 935
Autriche	10 244
Suède	9 987
Royaume-Uni	9 396
Canada	8 933
Belgique	8 852
Japon	8 353
Italie	8 296
Pays-Bas	7 954
Finlande	7 624
Espagne	7 291
France	6 622
OCDE	7 974

Source : OCDE, Regards sur l'éducation, édition 2013 - Données 2010



Dépense par élève au secondaire dans les pays de l'OCDE

Unité : en dollars de parité de pouvoir
d'achat

Norvège	13 852
Autriche	12 551
Etats-Unis	12 464
Pays-Bas	11 838
Danemark	11 747
Belgique	11 004
France	10 877
Royaume-Uni	10 452
Suède	10 185
Japon	9 957
Espagne	9 608
Finlande	9 162
Canada	8 997
Italie	8 607
OCDE	9 014

Source : OCDE, Regards sur l'éducation, édition 2013 -
Données 2010

Dépense par élève au supérieur dans les pays de l'OCDE

Unité : en dollars de parité de pouvoir
d'achat

Etats-Unis	25 576
Canada	22 475
Suède	19 562
Danemark	18 977
Norvège	18 512
Pays-Bas	17 161
Finlande	16 714
Japon	16 015

Dépense par élève au supérieur dans les pays de l'OCDE

Unité : en dollars de parité de pouvoir d'achat

Royaume-Uni	15 862
Belgique	15 179
France	15 067
Autriche	15 007
Espagne	13 373
Italie	9 580
OCDE	13 528

Source : OCDE, Regards sur l'éducation, édition 2013 - Données 2010

1. Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Analyses](#) >

2. Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Depenses-d-education-la-France-un-eleve-mediocre>